



## Projet 577 pour la France

**« 577 Pour la France » présente sa vision,  
sept lignes directrices pour transformer,  
réformer, espérer...**

La France est proche de la « cote d'alerte », tant sur le fond que sur la forme.

Au-delà des élections présidentielles, l'année 2017 va être une année décisive pour l'avenir de notre pays qui atteint progressivement sa cote d'alerte : les déficits s'enkystent et le déclin de nos parts de marché sont le signe avant-coureur de notre disqualification dans la mondialisation ; les tensions géopolitiques accroissent notre vulnérabilité ; l'impasse européenne nous éloigne d'une sortie de crise. Malgré un contexte atypique, marqué par des taux d'intérêts quasi-nuls, une parité monétaire favorable et un prix des énergies bas, les indicateurs d'alerte sont de plus en plus nombreux ; ils doivent nous amener à prendre des décisions audacieuses et courageuses pour retourner la situation et ouvrir de réelles perspectives d'avenir.

Sur la forme, la situation est encore plus alarmante car elle n'augure pas d'une réelle prise de conscience des acteurs sur l'ampleur des risques : les partis traditionnels préemptent les élections ; le système des primaires est focalisé autour de leaders politiques usés et disqualifiés par leurs échecs répétés ; le débat se polarise sur les thèmes d'actualité ; la surenchère des promesses électoralistes bat son plein. Tous ces facteurs accroissent la distance entre les Français et la politique. Cette situation détériore la confiance dont la France a tant besoin pour retrouver un élan, renouer avec l'envie d'entreprendre et s'inscrire dans une réelle ambition.

*« Notre projet s'inscrit dans cette idée simple que la France ne retrouvera une prospérité durable que si elle mise sur la diversité des talents, sur la richesse de ses territoires et sur la responsabilisation des Français autour d'une vision partagée et ambitieuse de notre place dans le monde.*

*Parce que nous refusons la résignation ; parce que cette approche appelle un profond renouveau du système politique, une refonte de la gouvernance et de l'aménagement du territoire, une mobilisation de nos atouts et un réveil de notre identité culturelle ; parce qu'elle passe par un*

Suivez-nous sur [577.fr](http://577.fr), Twitter, Facebook avec [@577PourLaFrance](https://twitter.com/577PourLaFrance)

Contact Presse : [presse@577.fr](mailto:presse@577.fr) - 07 63 33 98 37  
577.fr - [@577PourLaFrance](https://twitter.com/577PourLaFrance)

*engagement collectif dans des politiques de long terme autour des priorités économique, sociale et d'éducation ; pour toutes ces raisons, nous nous engageons.*

*Il nous appartient, ensemble, de redonner à la France du souffle, de l'enthousiasme et de l'ambition »*

*Les candidats 577 Pour la France*

Le projet 577 Pour la France présente les sept lignes directrices qui vont structurer sa démarche dans les semaines à venir :

**1. Faire – dès 2017 – de l'Assemblée nationale un espace de renouveau politique en mobilisant les talents dont la France a besoin.**

**L'analyse :** Les présidentielles à venir nous conduisent vers une impasse. Le mythe de l'homme providentiel n'opère plus. Le renouveau se fera dans un grand élan collectif, initié et porté par les acteurs de la vie réelle, autour de ceux qui ont le courage de mettre leur liberté, leurs compétences et leur expérience au service de la France. C'est le pari des législatives pour rebâtir un socle politique représentatif de la France et des Français.

**Les idées phares :** présenter 577 candidats dans toute la France et élaborer ensemble un contrat de législature sur quatre orientations prioritaires (l'organisation institutionnelle, la compétitivité, la solidarité et l'éducation).

*« C'est aux Français de reprendre en main leur destin et d'élaborer enfin un projet courageux et audacieux »*

**2. Oser une véritable réforme de l'organisation des territoires et de la France pour restaurer nos avantages compétitifs, diminuer les frais de structure qui pèsent sur l'économie et retrouver de la confiance et de l'efficacité.**

**L'analyse :** Avec un ratio de 57% de dépenses publiques dans son PIB, un millefeuille territorial totalement sclérosant et un centralisme de plus en plus outrancier, la France cumule le double handicap d'une faible efficacité de ses politiques publiques et d'un abandon progressif de ses territoires et de leurs atouts. Réinvestir la France par ses territoires dans le cadre d'une organisation rénovée, lisible et moderne de sa gouvernance constitue une priorité pour retrouver des marges de manœuvre budgétaires, entrepreneuriales et sociales.

**Les idées phares :** Construire une nouvelle gouvernance autour de 400 villes moyennes et de huit métropoles ; transformer le Sénat en Assemblée des territoires ; développer une politique contractuelle entre l'Etat et les collectivités locales ; lancer un fonds d'investissement de 80 milliards d'EUR sur les infrastructures régionales et numériques financé par l'épargne ; embaucher sous contrat privé les nouveaux acteurs de la fonction publique.

Suivez-nous sur [577.fr](http://577.fr), Twitter, Facebook avec [@577PourLaFrance](https://twitter.com/577PourLaFrance)

Contact Presse : [presse@577.fr](mailto:presse@577.fr) - 07 63 33 98 37  
577.fr - [@577PourLaFrance](https://twitter.com/577PourLaFrance)

*« Un emprunt national et populaire permettra de partager avec les Français l'effort de redynamisation, de leur redonner confiance et de financer un programme d'infrastructures sans précédents, pour moderniser la France et réinvestir tous nos territoires (...) ce sera le meilleur des référendums »*

### **3. Accélérer la croissance et l'innovation pour enrayer le déclin de nos parts de marché et assurer un développement durable, ouvert sur le monde.**

**L'analyse** : La France a perdu 50% de ses parts de marché depuis 10 ans. Si, à l'instar d'autres pays d'Europe, elle avait maintenu ses positions, cela représenterait plus de 150 milliards de recettes supplémentaires. La France doit rapidement restaurer sa compétitivité pour éviter un grave décrochage de son économie et un accroissement du chômage structurel qui touche les Français. Cette redynamisation passe par une politique de relance dans les entreprises, de simplification administrative et de stabilité fiscale.

**Les idées phares** : rénover la fiscalité des entreprises en supprimant les impôts sur la production ; accélérer l'investissement et la prise de risque par une réforme des plus-values de cession ; transférer une partie des cotisations patronales vers une TVA sociale ; recréer des places financières dans chaque région pour drainer l'épargne vers les PME ; créer un salaire minimum régionalisé ; geler temporairement le paritarisme pour opérer de véritables réformes de l'organisation du travail et de l'indemnisation du chômage.

*« Une politique de réindustrialisation passe par la mobilisation de l'épargne de proximité, par une rationalisation des contraintes fiscales et sociales, mais aussi par des investissements sur la connexion de nos territoires avec le monde via la modernisation des grands ports maritimes français et les infrastructures numériques »*

### **4. Sauver notre modèle social et restaurer les solidarités de proximité dans un principe de responsabilité.**

**L'analyse** : Le modèle social Français a fait ses preuves et il n'est pas question de le remettre en cause. Pour autant il souffre de deux grandes dérives interdépendantes qui accroissent chaque jour sa fragilité : celle des effets d'aubaine qui génèrent des abus et qui déresponsabilisent les Français ; celle de la détérioration progressive des solidarités quand les efforts demandés relèvent davantage de l'espace familial, des structures associatives ou de la sphère privée que des aides publiques.

**Les idées phares** : recentrer les politiques sociales sur des critères objectifs ; instaurer une prestation sociale universelle ; relancer la politique familiale en restaurant l'universalité des allocations familiales ; transférer une partie des politiques sociales vers le secteur associatif ou privé dès lors qu'ils sont plus efficaces.

*« L'Etat-providence n'a pas vocation à se substituer aux solidarités naturelles, familiales ou associatives au risque de détériorer le lien social (...) l'Etat doit se focaliser sur les*

Suivez-nous sur [577.fr](http://577.fr), Twitter, Facebook avec [@577PourLaFrance](https://twitter.com/577PourLaFrance)

Contact Presse : [presse@577.fr](mailto:presse@577.fr) - 07 63 33 98 37  
577.fr - [@577PourLaFrance](https://twitter.com/577PourLaFrance)

*besoins réels des Français en difficulté, sur la dignité des personnes et sur le retour à l'emploi »*

**5. Miser sur la formation et l'éducation des jeunes pour donner à la France toutes ses chances dans le nouveau monde qui se dessine.**

**L'analyse** : L'instruction, l'éducation et la formation sont trois piliers de nos politiques d'avenir. L'instruction se fait à l'école, l'éducation est d'abord l'affaire des familles et la formation se développe aussi avec les entreprises. Or, les orientations prises sont le plus souvent floues et le ratio coût/efficacité de nos politiques publiques est contestable si on regarde ses résultats : décrochage scolaire, démission des parents, inadaptation des formations aux besoins des entreprises, faiblesse de l'apprentissage et déclassement de nos grandes écoles et universités. Il est temps de reconfigurer nos efforts afin de garantir l'égalité des chances et accompagner la redynamisation de nos avantages compétitifs.

**Les idées phares** : la territorialisation des politiques d'éducation et le renforcement de l'indépendance des établissements scolaires et universitaires ; la création d'un service national obligatoire associé à un apprentissage utile pour le pays ; la réintroduction dans les enseignements des matières culturelles et créatives ; la bascule progressive d'une partie des enseignements en langues étrangères jusqu'à 30% du temps scolaire à l'horizon 2025 ; l'introduction d'une trajectoire d'apprentissage des technologies et des réseaux de l'école primaire jusqu'au collège ; la création d'un « contrat parental d'éducation » qui conditionnera une partie du versement des aides sociales et familiales pour responsabiliser les parents dans leurs missions d'éducation..

*« L'école doit faire le double effort, de s'ancrer davantage dans les réalités économiques et culturelles de nos territoires et d'apprendre aux nouvelles générations les langages du XXIème siècle et les enjeux du nouveau monde »*

**6. Impulser une ambition européenne à partir de ses principes fondateurs de paix et de prospérité.**

**L'analyse** : Les crises politiques des pays d'Europe peuvent nous conduire à la dislocation de l'Union européenne si nous ne retrouvons pas une ambition collective autour des principes fondamentaux de l'Europe. Le faible impact des politiques de relance de la BCE et la montée des populismes – aggravée par l'évolution de l'immigration – doivent nous alerter. Nous avons plus que jamais besoin d'une Europe forte pour gérer les risques géopolitiques et de sécurité mais aussi pour stimuler une croissance durable.

**Les idées phares** : Opérer une première étape de « décentralisation européenne » pour s'extraire du centralisme bruxellois et de la prévalence de son hyper-technocratie, renforcer les coopérations inter-régionales, lancer un plan de développement des transports inter-métropolitains et impliquer les élus des territoires dans les politiques

Suivez-nous sur 577.fr, Twitter, Facebook avec @577PourLaFrance

Contact Presse : presse@577.fr - 07 63 33 98 37  
577.fr - @577PourLaFrance

européennes ; créer une « Conférence européenne de sécurité et de défense » entre les pays volontaires, dotée de moyens d'intervention mutualisés dans le cadre d'un pacte de coopération dans la lutte contre le terrorisme.

*« L'Europe décentralisée doit permettre de renouer avec la confiance, de créer une nouvelle relation entre les citoyens et l'Europe et aussi d'accompagner le développement de nos territoires (...) Une Europe de la sécurité et de la défense doit émerger entre les pays fondateurs pour éradiquer le terrorisme »*

## 7. Reconfigurer les partis politiques et réformer le statut des élus pour redonner de l'énergie à la démocratie

**L'analyse** : Le système politique fonctionne en vase clos. Il prive la France des compétences dont elle a besoin et éloigne toujours davantage les Français des responsabilités politiques. Les conséquences sur l'action publique sont de plus en plus graves : une moindre efficacité des politiques publiques, des réformes peu audacieuses et une incapacité chronique à remettre en cause des schémas d'organisation surannées qui plombent le budget de l'Etat. Il est urgent de remplacer les professionnels de la politique par des citoyens engagés.

**Les idées phares** : une diminution du nombre d'élus (cf. la réforme de l'organisation des territoires et de la France) ; un renouvellement des acteurs politiques par : un accès plus facile aux mandats politiques, la création d'un statut de l'élu, l'instauration de nouvelles règles de non cumul des mandats dans le temps et un déplacement du système de financement public de la vie politique vers les candidats plutôt que vers les partis afin de leur permettre de se regrouper et de configurer de nouveaux pôles de rassemblement autour d'idées nouvelles.

*« Le financement public des partis politiques a installé les professionnels de la politique dans des communautés d'intérêt de plus en plus déconnectées des citoyens et du monde (...) Pour renouveler la politique, il faut déplacer le financement public des partis vers les candidats et introduire le non cumul des mandats dans le temps »*

D'ici la fin de l'année les lignes directrices proposées par « 577 pour la France » seront détaillées et intégrées dans une plateforme de programmation sur cinq années. L'idée de cette programmation – appelée CONTRAT DE LEGISLATURE – est de sortir du mythe des 100 jours et de développer un plan d'action pluriannuel en veillant à ce que les leviers économiques permettent de financer les efforts et d'assurer la réalisation des réformes dans les meilleures conditions.